

pour pourvoir à tous les besoins des gens. Nous pouvons trouver des emplois à ceux qui veulent travailler et sont capables de le faire, nous pouvons offrir services sanitaires aux malades et aux vieillards et nous avons de quoi faire vivre ceux qui sont incapables de travailler. Je trouve étrange que, même si des pays moins fortunés essaient désespérément de trouver des emplois à leurs citoyens et de stimuler la croissance de leur économie nationale, le gouvernement d'une nation riche et vigoureuse comme la nôtre entrave délibérément notre économie dans le dessein avoué d'engendrer de la prospérité. Le Canada connaîtra la prospérité, nous dit-on, dès que le gouvernement aura cerné l'inflation.

Le prix de cette prospérité, nous dit-on, c'est un chômage massif, la perte des marchés étrangers pour l'exportation de nos produits et des impôts plus élevés. Quel formule, et quelle utopie!

Les faits sont là, ce n'est pas une formule, il s'agit de nouvelles règles pour le vieux jeu de la politique. Et ce n'est pas un rêve, ce n'est qu'un bon vieux cauchemar. Je dois admettre, avec tout le sérieux possible, qu'en ce qui concerne les slogans, le gouvernement actuel n'a pas son égal. Je me souviens de la société juste—mais pour quelques minutes seulement. Au moment où la société juste pâlit au firmament des attrapes gouvernementales, on me dit de reprendre espoir, que j'atteins maintenant le seuil de la grandeur. Je demande au gouvernement de nous délivrer de cette grandeur. Après sept années de grandeur, je crains que notre sensibilité et notre économie ne puissent encore en absorber. Je suis aussi parfaitement sûr que les chômeurs de notre pays échangeaient volontiers leur grandeur pour du travail. Je suis tout aussi sûr que les personnes âgées au Canada échangeaient leur grandeur pour des pensions suffisantes.

C'est là une bonne occasion d'approfondir la question de la sécurité de la vieillesse et de poser une simple question: Comment se fait-il que, dans un pays qui peut rivaliser avec n'importe quelle autre nation au monde en ce qui concerne les ressources humaines et naturelles, nous soyons incapables de résoudre ce problème? Il existe des lois pour venir en aide aux gens qui n'ont pas d'autre moyen de subsistance ou qui touchent un revenu insuffisant à un moment donné de leur existence où ils ne sont plus jugés productifs. Il serait naturel de supposer qu'on pourvoit à leurs besoins. Mais on est loin d'une telle utopie. Nous avons bien des lois, mais on les a infléchies, altérées et remaniées à tel point que personne ne peut plus réellement dire ce qu'elles sont sensées accomplir ni en faveur de qui. Non seulement la loi n'a plus d'efficacité, mais les bureaux de la sécurité de la vieillesse sont si piètrement gérés que c'est vraiment miraculeux que ce régime si essentiel réussisse à aider qui que ce soit. Il n'y a rien là qui doive réellement étonner, monsieur l'Orateur, car l'inefficacité ne se limite pas au régime de sécurité sociale—elle est la caractéristique de notre gouvernement. Nous disposons de ressources, de talents et de personnes compétentes chez nous et nous avons la ferme volonté de résoudre ce troublant problème. Qu'est-ce qui ne va pas alors?

Pour une raison que jamais personne n'a daigné expliquer, les personnes âgées, les handicapés et les pensionnés sont tous insérés dans une belle petite case sous l'étiquette «Revenu fixe» et parce qu'on leur accorde un si joli titre, on s'attend d'eux qu'ils se tiennent cois, qu'ils jouissent des douceurs de la vie et qu'ils n'embêtent pas

le gouvernement. Après tout, le gouvernement, il en a plein les mains de freiner l'économie, de créer du chômage et des portefeuilles de ministres. On nous dit qu'on ne peut s'attendre à ce que le gouvernement résolve les problèmes difficiles, alors qu'il est plus facile de subvenir aux besoins de ceux qui ne veulent pas travailler. Il est bien plus facile de fournir des hôtels aux hippies, des millions de dollars à la Compagnie des jeunes Canadiens, puis de dire au pays: Le présent appartient à la jeunesse. Les jeunes de ce pays doivent être servis, qu'ils veulent ou non travailler, apporter leur contribution à la société et payer des impôts. Je veux parler ici, monsieur l'Orateur, de certains de nos jeunes gens qui trouvent plus facile de s'appeler des révolutionnaires, des intellectuels, et qui racontent des sornettes sur le monde meilleur qu'ils vont bâtir.

Notre gouvernement semble s'inquiéter de ces jeunes. Et non pas seulement de ceux qui sont sortis de notre propre société. Nous disons aux hippies, aux yippies, aux réfractaires et aux déserteurs des États-Unis: «Venez vers la terre promise; venez au Canada et travaillez contre nos institutions.»

Je déclare qu'il est temps que les ressources de notre pays profitent à ceux qui y ont contribué par leur travail, leur loyauté et leur respect envers ses lois et ses institutions. Il est bien évident qu'un homme qui ne peut faire vivre ses enfants n'a rien à offrir à ceux de ses voisins. Je ne m'oppose pas à l'aide extérieure, monsieur l'Orateur, et je proposerais même que nous continuions à manifester de la compassion et de la compréhension devant le triste sort des pays sous-développés du monde. Toutefois, j'estime qu'un gouvernement manque de sérieux lorsqu'il s'engage à verser des millions de dollars à d'autres pays, alors qu'il y a des Canadiens nécessiteux, malades et âgés qui s'adressent au gouvernement fédéral pour être compris et aidés. Ils pourraient tout aussi bien s'adresser à la lune.

Nous parlons chaque jour des problèmes des malades, des vieillards et des indigents, mais je me demande si le gouvernement estime qu'il suffit d'en parler et qu'en ce faisant, les problèmes se dissipent. Je signale au gouvernement qu'il est temps de s'intéresser aux besoins de notre population et aux buts qu'elle s'est fixée. Après avoir rempli ces besoins, s'il reste encore quelque chose, nous pourrions nous demander si nous voulons vraiment accueillir ceux qui ne peuvent pas s'intégrer dans leur propre société. Il devient de plus en plus difficile de comprendre pourquoi seul notre gouvernement, parmi les autres pays du monde occidental, ne juge pas à propos d'établir même des normes minimales de conduite pour les immigrants et les futurs citoyens canadiens. Sommes-nous en si mauvaise posture que nous sommes disposés à accorder notre citoyenneté aux ratés, aux rebuts et aux inadaptés d'autres sociétés.

A en juger par le succès obtenu par le gouvernement dans ses efforts pour fournir de l'emploi aux Canadiens de naissance, il m'est impossible de croire que nous avons besoin des milliers de mécontents et de désœuvrés que nous avons accueillis dans notre pays ces dernières années. Je suis tout aussi conscient que quiconque de la nécessité d'un refuge pour les opprimés et ceux à qui l'on impose le silence. Dans certaines circonstances, toutefois, il est plus prudent de se laisser guider par son intelligence que par son cœur.